

Date de convocation: 22 Septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de BELZ, composé de vingt-sept membres en exercice, et dûment convoqué le vingt-deux septembre deux-mille vingt-six, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC, Maire.

Elus présents :

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC, Xavier DAL, Nathalie DINGÉ, Christian LE DRÉAN, Marine KERARON, Jean-Claude GOASMAT, Fabrice PICART, Marylise ROUAUD, Daniel EVENNO, Eric LE TORTOREC, Armelle GRAGNIC, Denis PLUMER, Bruno BOURVIC, Valérie LE SENECHAL, Audrey LE VEU, Aurore BELZ, Cindy LE PEN, Florent NAVEOS, François BERTIC, Coralie LE ROCH, Nicole LANGEVIN, Christophe KERZERHO, Laurent AMOUROUX, Yannick BIAN, Nathalie GAUTIER.

Pouvoir de vote :

Bérengère GUILLERMIC Pouvoir à Marine KERARON
Maud RIEUX Pouvoir à Yannick BIAN

Conseillers non représentés : --- sans ---

Nombre d'élus municipaux :

Présents : 25

Pouvoirs : 2

Votants : 27

Secrétaire de séance : Fabrice BERTIC

DEL2026-06-56 FINANCES – Décision Modificative N°1 (DM) budget mouillage

Annexe 2

Madame le Maire expose au Conseil Municipal:

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1612-11 et L. 2312-1 et suivants relatifs à l'adoption et à la modification des budgets des communes;

Vu le budget primitif 2026 du budget annexe MOUILLAGES, adopté par délibération DEL2026-03-09 du Conseil municipal en date du 11 Mars 2026;

Vu la délibération du Conseil municipal ayant approuvé le lancement de l'étude environnementale nécessaire au renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire (AOT) des mouillages pour la période 2023-2026 par l'autorisation d'un emprunt le 6 juillet 2023;

Vu la délibération du Conseil municipal autorisant la prorogation de la convention dans les mêmes termes du 25 mars 2025;

Vu l'avis favorable de la commission Finance du 14/09/2026

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le **15 OCT. 2026**
ID : 056-215600131-20260928-DEL20260656-DE

Considérant que le coût prévisionnel de cette étude s'élevait à 180 000 € TTC, financée à hauteur de 90 000 € par une subvention de la Direction Interrégionale de la Mer (DIRM), le solde de 90 000 € étant réparti entre les communes concernées au prorata du nombre de leurs mouillages ;

Considérant que le bilan financier définitif de l'étude arrête son coût final à 164 784,71 € TTC, soit un montant inférieur à la prévision initiale ;

Considérant que ce bilan conduit à recalculer la participation des communes, désormais fixée à 82 262,35 € au total, ainsi que la subvention de la DIRM, portée à 82 522,36 € ;

Considérant que la commune de Belz, porteuse du projet, a perçu les participations des communes sur la base du plan de financement prévisionnel et doit, en conséquence, restituer le trop-perçu résultant de ce recalcul, pour un montant total de 4 391,12 €, réparti comme suit:

Commune	Montant à restituer
Étel	145,08 €
Locoal-Mendon	1 441,14 €
Nostang	183,77 €
Plouhinec	1 692,61 €
Sainte-Hélène	928,52 €
Total	4 391,12 €

Considérant qu'il convient, afin de permettre ce remboursement, d'ouvrir les crédits nécessaires au compte 1314 « Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables » de la section d'investissement en dépenses du budget annexe MOUILLAGES, par un mouvement de crédits depuis le compte 2031 « Frais d'études »;

Considérant que cette opération constitue une décision modificative du budget primitif 2026 du budget annexe MOUILLAGES, sans incidence sur l'équilibre général de la section d'investissement, dont le montant total demeure fixé à 61 398,81 €;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le **15 OCT. 2026**
ID : 056-215600131-20260928-DEL20260656-DE

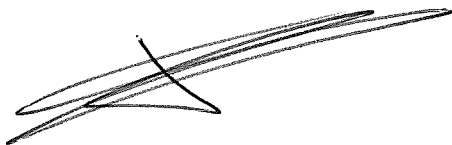
- **APPROUVE** la décision modificative n°1 du budget annexe MOUILLAGES pour l'exercice 2026, telle que présentée ci-dessous :

Budget	Section	Sens	Chapitre	Article	Montant
40101	Investissement	Dépenses	13	1314	+ 4 400 €
40101	Investissement	Dépenses	20	2031	- 4 400 €

- **PRÉCISE** que cette décision modificative n'a pas d'incidence sur le montant total de la section d'investissement du budget primitif 2026, qui demeure fixé à 61 398,81€.
- **AUTORISE** Madame le Maire à procéder au remboursement du trop-perçu aux communes d'Étel, Locoal-Mendon, Nostang, Plouhinec et Sainte-Hélène, selon la répartition indiquée ci-dessus, pour un montant total de 4 391,12 €.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

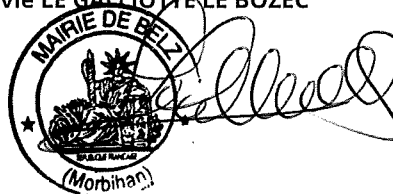
La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

La secrétaire de séance



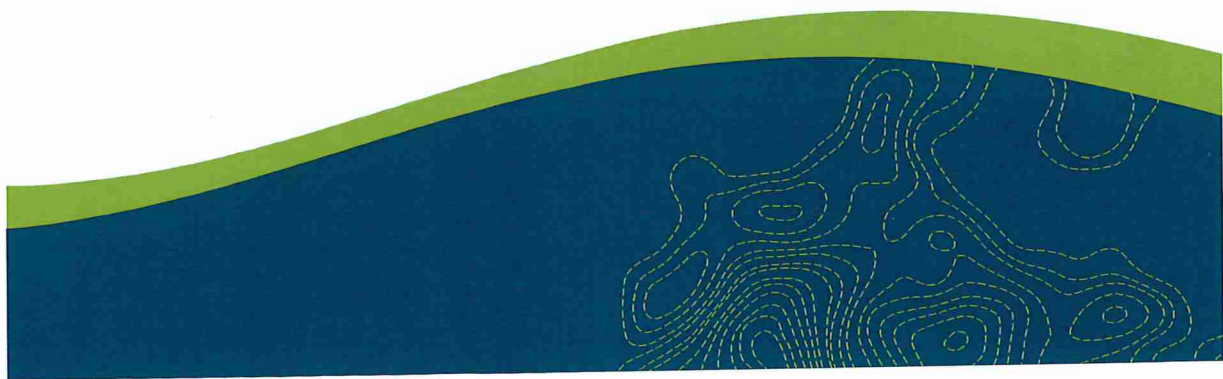
Maire

Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de RENNES (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte CS 44416 - 35044 RENNES Cedex) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérécoeurs citoyens" accessible par le site internet www.telerecoeurs.fr.

Bilan financier



Bilan financier

Synthèse

	Etude principale	Etude complémentaire	Total
Coût TTC	164 784,71 €	7 503,00 €	172 287,71 €
Subventions (60% du coût HT)	82 522,36 €	4 501,80 €	87 024,16 €
Participation des communes	82 262,35 €	3 001,20 €	85 263,55 €

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 15 OCT. 2026
ID : 056-215600131-20260928-DEL20260656-DE

Bilan financier

Par commune

COMMUNE	NB DE MOUILLAGES	PARTICIPATION DES COMMUNES		TOTAL PARTICIPATION COMMUNE	REMBOURSEMENTS COMMUNES			TOTAL A REMBOURSER A LA COMMUNE
		ETUDE PRINCIPALE	ETUDE COMPLÉMENTAIRE		REMBOURSEMENT ETUDE	REMBOURSEMENT AVANCE SUR SUBVENTION		
Belz	346	35 578,47 €	1 299,20 €	36 877,67 €	3 346,53 €	27 216,00 €	30 562,53 €	
Etel	15	1 542,42 €	56,00 €	1 598,42 €	145,08 €	1 197,00 €	1 342,08 €	
Locoal-Mendon	149	15 321,36 €	559,00 €	15 880,36 €	1 441,14 €	11 718,00 €	13 159,14 €	
Nostang	19	1 953,73 €	71,00 €	2 024,73 €	183,77 €	1 512,00 €	1 695,77 €	
Plouhinec	175	17 994,89 €	656,00 €	18 650,89 €	1 692,61 €	13 797,00 €	15 489,50 €	
Sainte-Hélène	96	9 871,48 €	360,00 €	10 231,48 €	928,52 €	7 560,00 €	8 488,00 €	
Total	800	82 262,35 €	3 001,20 €	85 263,55 €	7 737,65 €	63 000,00 €	70 737,65 €	

Envoyé en préfecture le 05/10/2020

Reçu en préfecture le 06/10/2020

Publié le 15 OCT 2020

ID : 056-215600131-202600000

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 15 OCT 2026
ID : 056-215600131-20260928-DEL20260656-DE

Date de convocation: 22 Septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de BELZ, composé de vingt-sept membres en exercice, et dûment convoqué le vingt-deux septembre deux-mille vingt-six, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC, Maire.

Elus présents :

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC, Xavier DAL, Nathalie DINGÉ, Christian LE DRÉAN, Marine KERARON, Jean-Claude GOASMAT, Fabrice PICART, Marylise ROUAUD, Daniel EVENNO, Eric LE TORTOREC, Armelle GRAGNIC, Denis PLUMER, Bruno BOURVIC, Valérie LE SENECHAL, Audrey LE VEU, Aurore BELZ, Cindy LE PEN, Florent NAVEOS, François BERTIC, Coralie LE ROCH, Nicole LANGEVIN, Christophe KERZERHO, Laurent AMOUROUX, Yannick BIAN, Nathalie GAUTIER.

Pouvoir de vote :

Bérengère GUILLERMIC Pouvoir à Marine KERARON
Maud RIEUX Pouvoir à Yannick BIAN

Conseillers non représentés : --- sans ---

Nombre d'élus municipaux :

Présents : 25

Pouvoirs : 2

Votants : 27

Secrétaire de séance : Fabrice BERTIC

DEL2026-06-57 FINANCES – Subvention 2026 au CCAS

Madame la Maire expose au conseil municipal:

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le compte administratif 2025 du CCAS, faisant apparaître un résultat de fonctionnement excédentaire ;

Vu l'avis favorable de la commission Finance du 14/09/2026

Considérant qu'au vu de cette situation financière favorable, il n'y a pas lieu de verser au CCAS une subvention d'équilibre au titre de l'exercice 2026 ;

Considérant toutefois qu'il convient, selon les modalités habituelles, de reverser au CCAS une participation sur les produits des concessions du cimetière encaissés par la commune, à hauteur d'un tiers de l'encaissement de l'exercice ;

Considérant que le montant des produits de concessions du cimetière au titre de l'exercice 2026 s'élève à 8 105 €, **le tiers de cette somme de 2 702 € ;**

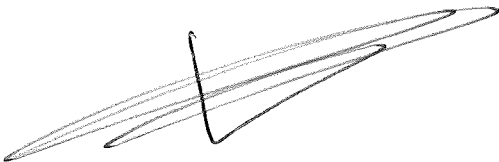
Considérant qu'il convient d'imputer cette dépense au **compte 657363 « Subventions de fonctionnement aux CCAS » ;**

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité (27 voix pour) :

- **PREND ACTE** du résultat excédentaire du compte de résultat 2025 du CCAS et, en conséquence.
- **DÉCIDE de ne pas verser de subvention d'équilibre au CCAS au titre de l'exercice 2026.**
- **DÉCIDE** de reverser au CCAS la somme de 2 702 €, correspondant à un tiers des produits de concessions du cimetière encaissés par la commune en 2026 (8 105 €).
- **ACTE** que cette dépense sera imputée au compte 657363 du budget communal.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

La secrétaire de séance



Maire
Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de RENNES (Hôtel de Bizien – 3 contour de la Motte CS 44416 - 35044 RENNES Cedex) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérécurers citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Date de convocation: 22 Septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de BELZ, composé de vingt-sept membres en exercice, et dûment convoqué le vingt-deux septembre deux-mille vingt-six, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC, Maire.

Elus présents :

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC, Xavier DAL, Nathalie DINGÉ, Christian LE DRÉAN, Marine KERARON, Jean-Claude GOASMAT, Fabrice PICART, Marylise ROUAUD, Daniel EVENNO, Eric LE TORTOREC, Armelle GRAGNIC, Denis PLUMER, Bruno BOURVIC, Valérie LE SENECHAL, Audrey LE VEU, Aurore BELZ, Cindy LE PEN, Florent NAVEOS, François BERTIC, Coralie LE ROCH, Nicole LANGEVIN, Christophe KERZERHO, Laurent AMOUROUX, Yannick BIAN, Nathalie GAUTIER.

Pouvoir de vote :

Bérengère GUILLERMIC Pouvoir à Marine KERARON
Maud RIEUX Pouvoir à Yannick BIAN

Conseillers non représentés : --- sans ---

Nombre d'élus municipaux :

Présents : 25

Pouvoirs : 2

Votants : 27

Secrétaire de séance : Fabrice BERTIC

DEL2026-06-058 FINANCES – Subvention 2026 aux écoles

Madame le Maire expose au Conseil municipal :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la fixation annuelle des participations communales aux écoles aurait dû être délibérée en début d'exercice 2026, mais que cette décision n'a pas pu être prise en raison du contexte des élections municipales ;

Considérant que, dans l'attente de cette délibération, des acomptes ont d'ores et déjà été versés aux écoles sur la base des montants 2025, afin de ne pas pénaliser leur fonctionnement ;

Considérant qu'il convient en conséquence de fixer les montants définitifs des participations au titre de l'exercice 2026 et de procéder au versement du solde correspondant, déduction faite des acomptes déjà réglés;

Considérant que ces montants ont été calculés sur la base des effectifs de janvier 2026;

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
 Reçu en préfecture le 06/10/2026
 Publié le **15 OCT. 2026**
 ID : 056-215600131-20260928-DEL20260658-DE

Considérant que la commission finance a examiné ce dossier et a émis un **avis favorable**, notamment sur la revalorisation de la participation « transport des élèves », portée de 200 € à 230 € par classe, soit une augmentation de 30 € par classe ;

Considérant le tableau comparatif des participations 2025/2026 présenté ci-dessous :

Nature de la participation	Taux 2025	Montant 2025 (BP)	Taux 2026 proposé	Nb élève 2026	Montant 2026
Fournitures scolaires – élève élémentaire	50,80 €	9 042,40 € (178 élèves)	51,00 € (+0,20 €)	175	8 925 € (+35 €)
Fournitures scolaires – élève maternelle	38,60 €	4 786,40 € (124 élèves)	39,00 € (+0,40 €)	126	4 913,60 € (+50 €)
Arbres de Noël	7,00 €	2 114 € (302 élèves)	7,00 € (inchangé)	301	2 107 €
Activités sportives (piscine, kayak, voile...) – élémentaire	40,00 €	9 600 €	40,00 € (inchangé)	–	9 520 €
Activités sportives (piscine, équitation...) – maternelle	20,00 €	–	20,00 € (inchangé)	–	–
Transport des élèves + activités culturelles et artistiques	200 €/classe + 18 €/élève	7 636 €	230 €/classe (+30 €) + 18 €/élève	–	7 818 €
Séjours avec nuitées (classes découvertes, séjours neige...)	7 €/nuit/élève	–	7 €/nuit/élève (inchangé)	–	2 716 €
Établissements primaires spécialisés (élèves de Belz scolarisés hors commune)	Idem versement élèves de Belz	–	Idem versement élèves de Belz	–	–
Établissements professionnels (élèves résidant à Belz)	20,15 €	–	20,15 € (inchangé)	–	–

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (27 voix pour) :

- **APPROUVE** les montants des participations communales aux écoles au titre de l'exercice 2026, tels que présentés dans le tableau comparatif ci-dessus, et notamment :
 - Fournitures scolaires élève élémentaire : 51,00 € par élève ;
 - Fournitures scolaires élève maternelle : 39,00 € par élève ;
 - Arbres de Noël : 7,00 € par élève ;
 - Activités sportives élève élémentaire : 40,00 € par élève ;
 - Activités sportives élève maternelle : 20,00 € par élève ;
 - Transport des élèves et activités culturelles et artistiques : 230 € par classe + 18 € par élève ;
 - Séjours avec nuitées : 7,00 € par nuit et par élève ;
 - Établissements primaires spécialisés : participation identique à celle versée pour les élèves scolarisés à Belz ;
 - Établissements professionnels : 20,15 € par élève.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026

Reçu en préfecture le 06/10/2026

Publié le

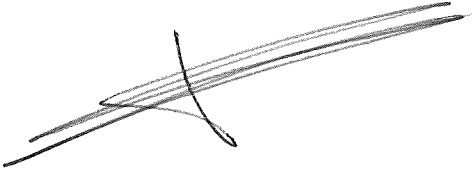
15 OCT 2026

ID : 056-215600131-20260928-DEL20260658-DE

- **AUTORISE** le versement du solde dû à chaque établissement 2026, déduction faite des acomptes déjà versés.
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2026.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

La secrétaire de séance



Maire

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de RENNES (Hôtel de Bizien – 3 contour de la Motte CS 44416 - 35044 RENNES Cedex) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Date de convocation: 22 Septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de BELZ, composé de vingt-sept membres en exercice, et dûment convoqué le vingt-deux septembre deux-mille vingt-six, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC, Maire.

Elus présents :

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC, Xavier DAL, Nathalie DINGÉ, Christian LE DRÉAN, Marine KERARON, Jean-Claude GOASMAT, Fabrice PICART, Marylise ROUAUD, Daniel EVENNO, Eric LE TORTOREC, Armelle GRAGNIC, Denis PLUMER, Bruno BOURVIC, Valérie LE SENECHAL, Audrey LE VEU, Aurore BELZ, Cindy LE PEN, Florent NAVEOS, François BERTIC, Coralie LE ROCH, Nicole LANGEVIN, Christophe KERZERHO, Laurent AMOUROUX, Yannick BIAN, Nathalie GAUTIER.

Pouvoir de vote :

Bérengère GUILLERMIC Pouvoir à Marine KERARON

Maud RIEUX Pouvoir à Yannick BIAN

Conseillers non représentés : --- sans ---

Nombre d'élus municipaux :

Présents : 25

Pouvoirs : 2

Votants : 27

Secrétaire de séance : Fabrice BERTIC



DEL2026-06-59 - FINANCES – Subvention exceptionnelle solidarité en faveur des communes sinistrées

Madame La Maire expose au Conseil Municipal :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 1111-1 ;

Vu l'avis favorable de la commission Finance du 14/09/2026

Considérant que des incendies d'une intensité exceptionnelle se sont déclarés en France, ont ravagé près de 115 000 hectares et nécessité l'évacuation de nombreuses communes, provoquant une catastrophe humaine, sociale, environnementale et économique ;

Considérant que, face à ce drame, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) appelle les communes et intercommunalités de France métropolitaine et d'Outre-mer à apporter, au plus vite, un soutien financier aux opérations d'urgence en cours ou en préparation, ainsi qu'à la longue phase d'accompagnement nécessaire ;

Considérant que la commune de Belz, sensible aux dégâts matériels engendrés par cette catastrophe d'une ampleur exceptionnelle, entend apporter son soutien et sa solidarité aux communes impactées, dans la mesure de ses capacités ;

Envoyé en préfecture le 05/10/2026

Reçu en préfecture le 06/10/2026

Publié le

15 OCT. 2026

ID : 056-215600131-20260928-DEL20260659-DE

Considérant qu'il est proposé de contribuer à cet effort de solidarité par un
maires de France, à charge pour elle de le reverser aux collectivités sinistrées,

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité (27 voix pour) :

- **DÉCIDE** d'attribuer un don d'un montant de 500€ (cinq cent euros) à l'Association des maires de France (AMF) – AMF Aides sinistrés, en soutien aux communes sinistrées par les incendies.
- **INDIQUE** que ce don sera versé selon les coordonnées bancaires suivantes :

Association des maires de France (AMF)

IBAN : FR76 1027 8041 0200 0201 2731 506 BIC : CMCIFR2A

Titulaire : AMF AIDES SINISTRES – 41 quai d'Orsay, 75007 Paris

- **INDIQUE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal 2026,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

La secrétaire de séance



Maire

Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de RENNES (Hôtel de Bizien – 3 contour de la Motte CS 44416 - 35044 RENNES Cedex) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérécurse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Date de convocation: 22 Septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de BELZ, composé de vingt-sept membres en exercice, et dûment convoqué le vingt-deux septembre deux-mille vingt-six, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC, Maire.

Elus présents :

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC, Xavier DAL, Nathalie DINGÉ, Christian LE DRÉAN, Marine KERARON, Jean-Claude GOASMAT, Fabrice PICART, Marylise ROUAUD, Daniel EVENNO, Eric LE TORTOREC, Armelle GRAGNIC, Denis PLUMER, Bruno BOURVIC, Valérie LE SENECHAL, Audrey LE VEU, Aurore BELZ, Cindy LE PEN, Florent NAVEOS, François BERTIC, Coralie LE ROCH, Nicole LANGEVIN, Christophe KERZERHO, Laurent AMOUROUX, Yannick BIAN, Nathalie GAUTIER.

Pouvoir de vote :

Bérengère GUILLERMIC Pouvoir à Marine KERARON
Maud RIEUX Pouvoir à Yannick BIAN

Conseillers non représentés : --- sans ---

Nombre d'élus municipaux :

Présents : 25

Pouvoirs : 2

Votants : 27

Secrétaire de séance : Fabrice BERTIC

DEL2026-06-60 FINANCES – Subvention exceptionnelle Canot Patron Emile Daniel Etel

Madame La Maire expose au Conseil Municipal :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 1111-1 ;

Vu l'avis favorable de la commission Finance du 14/09/2026

Considérant que la commune de Belz et la commune d'Étel appartiennent à un même bassin de vie et partagent une histoire commune liée à la ria d'Étel, ainsi qu'un patrimoine maritime indissociable de l'identité des deux communes ;

Considérant qu'un projet de restauration du canot « Patron Émile Daniel » est porté à Étel,

Considérant que ce canot, ancien bateau de sauvetage de la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM), classé Bateau d'Intérêt Patrimonial, a servi pendant 41 ans sur la ria d'Étel et porte le nom d'un patron pêcheur local disparu en mer en octobre 1958 lors d'une intervention de sauvetage sur la barre d'Étel ;

Considérant que ce bateau, aujourd'hui bateau-mémoire toujours navigant nautiques et festivités locales et contribue au rayonnement du patrimoine maritime de la ria, dont la commune de Belz est également dépositaire ;

Considérant que le projet de restauration porte sur la rénovation des deux lignes d'arbres et le remplacement des deux moteurs, pour un coût global de travaux estimé à 120 000 € ;

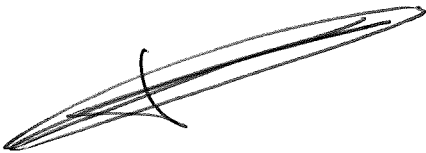
Considérant que la commune de Belz, en raison du patrimoine maritime et de l'histoire de la ria qu'elle partage avec la commune d'Étel, souhaite apporter son soutien à ce projet de sauvegarde du patrimoine local ;

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité (27 voix pour) :

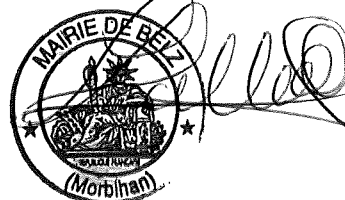
- **DÉCIDE** d'attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 500€ (cinq cent euros) en faveur du projet de restauration du canot patrimonial « Patron Émile Daniel » à Étel.
- **INDIQUE** que cette subvention sera versée à l'association porteuse du projet, selon les modalités qui seront précisées par convention le cas échéant.
- **INDIQUE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal 2026,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document, et notamment toute convention, nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

La secrétaire de séance



Maire
Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de RENNES (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte CS 44416 - 35044 RENNES Cedex) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 28 SEPTEMBRE 2026

Date de convocation: 22 Septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de BELZ, composé de vingt-sept membres en exercice, et dûment convoqué le vingt-deux septembre deux-mille vingt-six, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC, Maire.

Elus présents :

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC, Xavier DAL, Nathalie DINGÉ, Christian LE DRÉAN, Marine KERARON, Jean-Claude GOASMAT, Fabrice PICART, Marylise ROUAUD, Daniel EVENNO, Eric LE TORTOREC, Armelle GRAGNIC, Denis PLUMER, Bruno BOURVIC, Valérie LE SENECHAL, Audrey LE VEU, Aurore BELZ, Cindy LE PEN, Florent NAVEOS, François BERTIC, Coralie LE ROCH, Nicole LANGEVIN, Christophe KERZERHO, Laurent AMOUROUX, Yannick BIAN, Nathalie GAUTIER.

Pouvoir de vote :

Bérengère GUILLERMIC Pouvoir à Marine KERARON

Maud RIEUX Pouvoir à Yannick BIAN

Conseillers non représentés : --- sans ---

Nombre d'élus municipaux :

Présents : 25

Pouvoirs : 2

Votants : 27

Secrétaire de séance : Fabrice BERTIC



DEL2026-06-61 FINANCES – Subvention exceptionnelle HERMANAMIENTO RIA D'ÉTEL en vue de l'accueil de la délégation espagnol d'El Verger, dans la perspective de la création d'un jumelage.

Madame La Maire expose au Conseil Municipal :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2311-7 relatif à l'attribution des subventions;

Vu la demande de subvention exceptionnelle présentée le 24/09/2026 par l'association Hermanamiento de la Ria d'Étel, par le biais du formulaire Cerfa n° 12156*06, sollicitant le versement d'une subvention de 500,00 € au titre de l'année 2026;

Considérant que l'association Hermanamiento de la Ria d'Étel a pour objet de recevoir et d'aider l'association d'El Verger (Espagne), et d'accompagner le séjour de sa délégation, dans le cadre de la construction d'un jumelage entre les deux territoires ;

Considérant que cette demande porte spécifiquement sur l'organisation de l'accueil d'une délégation espagnole d'El Verger, composée du Maire d'El Verger, de son Adjoint, ainsi que de deux accompagnateurs-interprètes, du 6 au 9 novembre 2026, sur le territoire de Belz et de ses environs (Ria d'Étel) ;

Considérant que le budget prévisionnel présenté à l'appui de cette demande d'accueil de cette délégation, s'établit à 600 € de charges pour 500 € de produits (commune sollicitée), soit une insuffisance de financement de 100 € ;

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 15 OCT 2026
ID : 056-215600131-20260928-DEL20260661-DE

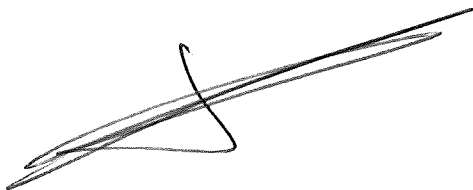
Considérant l'intérêt, pour la commune de Belz, de soutenir cette démarche de rapprochement et de coopération avec une commune espagnole, dans le prolongement de la vocation de l'association à développer les échanges entre les deux territoires ;

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité (27 voix pour) :

- **DÉCIDE** d'attribuer à l'association Hermanamiento de la Ria d'Étel une subvention exceptionnelle d'un montant de 500,00 €, destinée à l'organisation de l'accueil de la délégation espagnole d'El Verger, du 6 au 9 novembre 2026, dans le cadre du projet de création d'un jumelage.
- **INDIQUE** que cette subvention sera versée sur le compte bancaire de l'association tel que communiqué dans son dossier de demande.
- **INDIQUE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal 2026, au compte 6574 « Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé ».
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

La secrétaire de séance



Maire
Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de RENNES (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte CS 44416 - 35044 RENNES Cedex) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérécurse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Date de convocation: 22 Septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de BELZ, composé de vingt-sept membres en exercice, et dûment convoqué le vingt-deux septembre deux-mille vingt-six, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC, Maire.

Elus présents :

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC, Xavier DAL, Nathalie DINGÉ, Christian LE DRÉAN, Marine KERARON, Jean-Claude GOASMAT, Fabrice PICART, Marylise ROUAUD, Daniel EVENNO, Eric LE TORTOREC, Armelle GRAGNIC, Denis PLUMER, Bruno BOURVIC, Valérie LE SENECHAL, Audrey LE VEU, Aurore BELZ, Cindy LE PEN, Florent NAVEOS, François BERTIC, Coralie LE ROCH, Nicole LANGEVIN, Christophe KERZERHO, Laurent AMOUROUX, Yannick BIAN, Nathalie GAUTIER.

Pouvoir de vote :

Bérengère GUILLERMIC Pouvoir à Marine KERARON
Maud RIEUX Pouvoir à Yannick BIAN

Conseillers non représentés : --- sans ---

Nombre d'élus municipaux :

Présents : 25

Pouvoirs : 2

Votants : 27



Secrétaire de séance : Fabrice BERTIC

DEL2026-06-62 FINANCES –Redevance d'occupation du domaine public 2026
GRDF

Madame La Maire expose au Conseil Municipal :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 2333-84 du Code général des collectivités territoriales relatif à la redevance due par les occupants de droit du domaine public au titre des ouvrages de distribution de gaz ;

Vu l'article R. 2333-114 du Code général des collectivités territoriales, modifié par le décret n° 2007-606 du 25 avril 2007, fixant les modalités de calcul de cette redevance ;

Vu l'avis favorable de la commission Finance du 14/09/2026

Considérant que l'occupation du domaine public communal par les ouvrages de distribution de gaz exploités par GRDF donne lieu au versement, par ce dernier, d'une redevance d'occupation du domaine public (RODP) ;

Considérant le courrier de GRDF en date du 16 juin 2026 informant la commune que le montant de cette redevance est fixé à 1 068,00 € au titre de l'exercice 2026, ainsi que le détail de calcul annexé à ce courrier ;

Considérant qu'il convient, pour permettre l'encaissement de cette redevance autorise Madame le Maire à établir le titre de recettes correspondant ;

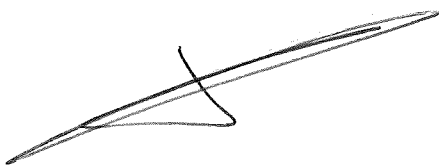
Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 15 OCT. 2026
ID : 056-215600131-20260928-DEL20260662-DE

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité (27 voix pour) :

- **PREND ACTE** du montant de la redevance d'occupation du domaine public (RODP) versée par GRDF au titre de l'exercice 2026, fixé à 1 068,00 €.
- **AUTORISE** Madame le Maire à émettre le titre de recettes correspondant à ce montant, à adresser à GRDF – Délégation Concessions Centre-Ouest.
- **INDIQUE** que cette recette sera inscrite au budget communal 2026, au compte 70323 « Redevances d'occupation du domaine public ».
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

La secrétaire de séance



Maire

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de RENNES (Hôtel de Bizien – 3 contour de la Motte CS 44416 - 35044 RENNES Cedex) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.



DELEGATION CONCESSIONS CENTRE-OUEST

Cap Vert - Bâtiment D
7B, Boulevard de Berlin
CS 24619
44046 Nantes Cedex 1

MAIRIE DE BELZ
36 Rue du General de Gaulle
56550 BELZ

MADAME EMMA LECANU

✉ grdf-centre-ouest-concessions@grdf.fr

Nantes, le 16 juin 2026

Objet : Redevance d'occupation du domaine public 2026

Madame, Monsieur,

L'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz sur votre collectivité donne lieu au paiement d'une redevance (RODP) conformément à l'article R2333-114 du code général des collectivités territoriales modifié par le décret n°2007-606 du 25 avril 2007.

Nous avons le plaisir de vous informer que GRDF vous versera un montant de **1 068,00 €** au titre de l'année 2026 pour cette redevance. Nous vous rappelons qu'il est nécessaire que votre collectivité ait adopté une délibération pour le règlement de la redevance.

Nous vous prions de trouver ci-après un état détaillé vous permettant de vérifier les éléments du calcul de cette redevance. Nous vous remercions de bien vouloir faire émettre, par votre trésorerie, un titre exécutoire de recettes en vous assurant qu'il nous parvienne à l'adresse suivante :

GRDF
Délégation Concessions CENTRE-OUEST
CAP VERT – BATIMENT D
7B, Boulevard de Berlin - CS 24619
44046 NANTES CEDEX 1a

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Cécile Andrieux
Déléguée Concessions Centre-Ouest



Annexes
Synthèse de votre redevance

	Montant de la redevance
Total redevance	1 068,00 €
RODP	1 068,00 €

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 15 OCT. 2026
ID : 056-215600131-20260928-DEL20260662-DE

Date de convocation: 22 Septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de BELZ, composé de vingt-sept membres en exercice, et dûment convoqué le vingt-deux septembre deux-mille vingt-six, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC, Maire.

Elus présents :

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC, Xavier DAL, Nathalie DINGÉ, Christian LE DRÉAN, Marine KERARON, Jean-Claude GOASMAT, Fabrice PICART, Marylise ROUAUD, Daniel EVENNO, Eric LE TORTOREC, Armelle GRAGNIC, Denis PLUMER, Bruno BOURVIC, Valérie LE SENECHAL, Audrey LE VEU, Aurore BELZ, Cindy LE PEN, Florent NAVEOS, François BERTIC, Coralie LE ROCH, Nicole LANGEVIN, Christophe KERZERHO, Laurent AMOUROUX, Yannick BIAN, Nathalie GAUTIER.

Pouvoir de vote :

Bérengère GUILLERMIC Pouvoir à Marine KERARON
Maud RIEUX Pouvoir à Yannick BIAN

Conseillers non représentés : --- sans ---

Nombre d'élus municipaux :

Présents : 25

Pouvoirs : 2

Votants : 27

Secrétaire de séance : Fabrice BERTIC

DEL2026-06-63- RESSOURCES HUMAINES Modification du régime indemnitaire (RIFSEEP) – Évolution des modalités d'attribution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) au titre de la fin d'année 2026

Madame La Maire expose au Conseil Municipal :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 111, qui subordonne le maintien des avantages collectivement acquis en matière de régime indemnitaire à l'existence d'une décision de l'organe délibérant prise antérieurement au 28 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 2 novembre 2006, par laquelle l'assemblée avait notamment approuvé la création d'une indemnité d'administration et de technicité (IAT) forfaitaire de 35 € net, ainsi

qu'une majoration de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFS) ;
d'une prime de fin d'année créée en 1983 ;

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le **15 OCT. 2026**
ID : 056-215600131-20260928-DEL20260663-DE

Vu l'avis favorable du CST Comité Social Territorial du 24/09/2026

Considérant que la prime de fin d'année instituée en 1983, d'un montant initial de 137,20 € (900 francs), a fait l'objet, au fil du temps, de plusieurs revalorisations successives, pour atteindre 365 € en 2004 (soit 395 € brut) pour un agent à temps complet ;

Considérant que, dans le cadre du contrôle de légalité et des vérifications opérées sur les mandatements, la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) ainsi que le Centre de Gestion du Morbihan ont relevé que le maintien de cet avantage collectivement acquis ne peut, en application de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984, se justifier que par une délibération antérieure au 28 janvier 1984 ;

Considérant que les pièces justificatives disponibles à l'appui de cette prime, non antérieures à cette date, ainsi que les revalorisations intervenues postérieurement — dont celle formalisée par la délibération du 2 novembre 2006 — ne permettent pas d'établir un fondement juridique valable au maintien de cet avantage sous sa forme actuelle ;

Considérant qu'il convient dès lors de tirer les conséquences de cette analyse, en régularisant la situation sans remettre en cause, à ce stade, le niveau de rémunération perçu par les agents concernés, ceux-ci n'étant pas à l'origine de cette irrégularité ;

Considérant que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), institué par le décret du 20 mai 2014, a vocation à se substituer à la plupart des primes et indemnités antérieures, y compris celles ayant le même objet que la prime de fin d'année litigieuse ;

Considérant qu'il est proposé, dans l'attente d'une refonte générale du régime indemnitaire RIFSEEP de la collectivité, dont les travaux seront engagés au cours de l'année 2027, d'intégrer, à titre transitoire, le montant précédemment versé au titre de la prime de fin d'année au sein du complément indemnitaire annuel (CIA) du RIFSEEP, afin de sécuriser juridiquement son versement tout en préservant le niveau de rémunération des agents ;

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité (27 voix pour) :

- **PREND ACTE** de l'absence de fondement juridique valable au maintien, sous sa forme actuelle, de la prime de fin d'année instituée en 1983 et revalorisée par la délibération du 2 novembre 2006, celles-ci n'étant pas antérieures au 28 janvier 1984 au sens de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984.
- **DÉCIDE**, à titre transitoire et dans l'attente de la refonte générale du régime indemnitaire RIFSEEP prévue en 2027, d'intégrer le montant précédemment versé au titre de cette prime au sein du complément indemnitaire annuel (CIA) du RIFSEEP, à hauteur de 600€ brut, afin de garantir la continuité du niveau de rémunération des agents concernés, versé en novembre, proratisé au temps de travail, cette prime suivra le traitement indiciaire.
- **INDIQUE** que cette intégration transitoire sera formalisée par arrêté individuel pour chaque agent concerné, dans le respect des plafonds réglementaires applicables à son cadre d'emplois.
- **INDIQUE** qu'une refonte globale du régime indemnitaire RIFSEEP de la collectivité sera engagée au cours de l'année 2027, afin d'harmoniser durablement l'ensemble des dispositifs indemnitaires applicables au personnel communal.
- **INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026

Reçu en préfecture le 06/10/2026

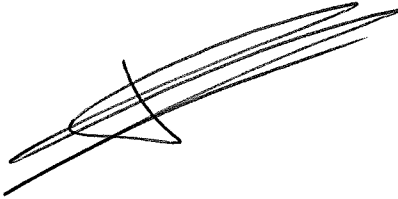
Publié le

13 OCT 2026

ID : 056-215600131-20260928-DEL20260663-DE

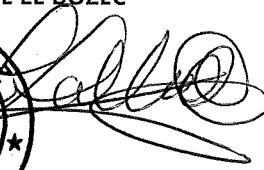
La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

La secrétaire de séance



Maire

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de RENNES (Hôtel de Bizien – 3 contour de la Motte CS 44416 - 35044 RENNES Cedex) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérécurse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Date de convocation: 22 Septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de BELZ, composé de vingt-sept membres en exercice, et dûment convoqué le vingt-deux septembre deux-mille vingt-six, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC, Maire.

Elus présents :

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC, Xavier DAL, Nathalie DINGÉ, Christian LE DRÉAN, Marine KERARON, Jean-Claude GOASMAT, Fabrice PICART, Marylise ROUAUD, Daniel EVENNO, Eric LE TORTOREC, Armelle GRAGNIC, Denis PLUMER, Bruno BOURVIC, Valérie LE SENECHAL, Audrey LE VEU, Aurore BELZ, Cindy LE PEN, Florent NAVEOS, François BERTIC, Coralie LE ROCH, Nicole LANGEVIN, Christophe KERZERHO, Laurent AMOUROUX, Yannick BIAN, Nathalie GAUTIER.

Pouvoir de vote :

Bérengère GUILLERMIC Pouvoir à Marine KERARON
Maud RIEUX Pouvoir à Yannick BIAN

Conseillers non représentés : --- sans ---

Nombre d'élus municipaux :

Présents : 25

Pouvoirs : 2

Votants : 27

Secrétaire de séance : Fabrice BERTIC

DEL2026-06-64 RESSOURCES HUMAINES Comité Syndical Territorial commun, composition et modalités de fonctionnement

Madame La Maire expose au Conseil Municipal :

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la délibération n° DEL2026-06-48 du Conseil municipal du 29 juin 2026, portant création d'un Comité Social Territorial commun entre la commune de Belz et le CCAS, adoptée à l'unanimité ;

Considérant que la délibération du 29 juin 2026 a arrêté, avec l'accord unanime du Conseil municipal, l'ensemble des éléments constitutifs du Comité Social Territorial commun, à savoir le nombre de représentants du personnel et le nombre de représentants du collège employeur prévues à l'article R. 252-33 du Code général de la fonction publique ;

Considérant que, par suite d'une erreur matérielle intervenue lors de la mise en forme définitive du texte de la délibération, la mention relative au recueil de l'avis des représentants de la collectivité territoriale n'a pas été reportée dans le corps de la délibération DEL2026-06-48 telle qu'adoptée, publiée et transmise au contrôle de légalité ;

Considérant que cette omission, purement matérielle, ne traduit aucune remise en cause de la volonté du Conseil municipal, telle qu'elle s'est exprimée le 29 juin 2026, de voir l'ensemble des parties prenantes

s'exprimer et l'ensemble des avis recueillis au sein du Comité Social Territorial ; simple erreur de transcription dans le document final ;

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 15 OCT 2026
ID : 056-21560013-20260926-DEL20260664-DE

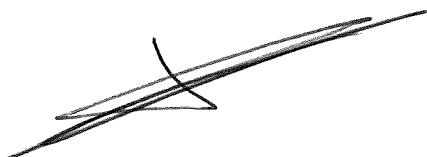
Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de rectifier cette erreur matérielle, afin que le texte de la délibération reflète fidèlement la décision effectivement délibérée en séance, et de permettre ainsi aux représentants de la collectivité siégeant au Comité Social Territorial commun de prendre part aux votes dans les conditions prévues par les textes ;

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité (27 voix pour) :

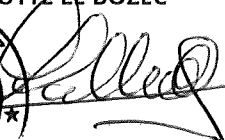
- **CONSTATE** l'erreur matérielle ayant affecté la rédaction de la délibération n° DEL2026-06-48 du 29 juin 2026, relative à l'omission de la mention prévue à l'article R. 252-33 du Code général de la fonction publique.
- **RECTIFIE** en conséquence la délibération DEL2026-06-48 du 29 juin 2026 en complétant son dispositif de la mention suivante, omise par erreur matérielle lors de sa rédaction :
- « *Le Conseil municipal DÉCIDE de recueillir l'avis des représentants de la collectivité territoriale siégeant au sein du Comité Social Territorial commun, conformément à l'article R. 252-33 du Code général de la fonction publique.* »
- **PRÉCISE** que la présente rectification n'emporte aucune modification des autres dispositions de la délibération DEL2026-06-48 du 29 juin 2026, qui demeurent inchangées et pleinement applicables.
- **INDIQUE** que la présente délibération rectificative sera notifiée à qui de droit.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

La secrétaire de séance



Maire
Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de RENNES (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte CS 44416 - 35044 RENNES Cedex) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Date de convocation: 22 Septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de BELZ, composé de vingt-sept membres en exercice, et dûment convoqué le vingt-deux septembre deux-mille vingt-six, s'est réuni, à la mairie, sous la présidence de Madame Sylvie LE GALLIOTTE-LE BOZEC, Maire.

Elus présents :

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC, Xavier DAL, Nathalie DINGÉ, Christian LE DRÉAN, Marine KERARON, Jean-Claude GOASMAT, Fabrice PICART, Marylise ROUAUD, Daniel EVENNO, Eric LE TORTOREC, Armelle GRAGNIC, Denis PLUMER, Bruno BOURVIC, Valérie LE SENECHAL, Audrey LE VEU, Aurore BELZ, Cindy LE PEN, Florent NAVEOS, François BERTIC, Coralie LE ROCH, Nicole LANGEVIN, Christophe KERZERHO, Laurent AMOUROUX, Yannick BIAN, Nathalie GAUTIER.

Pouvoir de vote :

Bérengère GUILLERMIC Pouvoir à Marine KERARON

Maud RIEUX Pouvoir à Yannick BIAN

Conseillers non représentés : --- sans ---

Nombre d'élus municipaux :

Présents : 25

Pouvoirs : 2

Votants : 27

Secrétaire de séance : Fabrice BERTIC

DEL2026-06-65 ENVIRONNEMENT Position de la commune de Belz sur le projet de raccordement électrique mutualisé des parcs éoliens flottants de la zone Bretagne Sud ; observations versées à l'enquête publique unique ouverte du 17 août au 28 septembre 2026

Madame La Maire expose au Conseil Municipal :

La société Réseau de Transport d'Électricité porte le projet de raccordement électrique mutualisé des parcs éoliens flottants de la zone Bretagne Sud, d'une puissance d'environ 750 MW. Le raccordement comprend un poste électrique en mer, trois liaisons sous-marines de quarante-neuf kilomètres, un atterrissage dans le secteur de Kerhillio à Erdeven, trois liaisons souterraines de vingt-six kilomètres traversant six communes et un poste électrique à terre d'environ huit hectares et demi à Pluvigner. En mer, le scénario maximal retenu par l'étude d'impact porte sur quarante-huit aérogénérateurs de 380 mètres de hauteur en bout de pale, implantés à dix-neuf kilomètres des rivages de Belle-Île.

Par arrêté inter préfectoral des 17 et 20 juillet 2026, une enquête publique unique est ouverte du 17 août au 28 septembre 2026. Elle porte sur la demande d'autorisation environnementale, qui tient lieu notamment

de dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées, d'autorisations classées, d'absence d'opposition au titre de Natura 2000, d'autorisation de défrichement, la concession d'utilisation du domaine public maritime ; sur les deux déclarations d'utilité publique emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme de Brec'h, Erdeven, Locoal-Mendon, Ploemel, Plouharnel et Pluvigner ; sur la dérogation aux règles de la loi Littoral ; et sur les constructions projetées.

La commune de Belz, riveraine de la ria d'Étel, est incluse dans le périmètre de l'enquête publique et son maire est chargé de l'affichage de l'avis. Si aucun ouvrage n'est implanté sur son territoire, la commune est immédiatement voisine du secteur d'atterrissage et du tracé des liaisons souterraines, qui traverse notamment Locoal-Mendon.

Elle est concernée à un double titre. Son cadre de vie et son économie reposent sur la qualité des paysages de la ria et du littoral et sur la fréquentation touristique et nautique qui en découle. Et les milieux de la ria d'Étel, auxquels s'applique le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Golfe du Morbihan et de la ria d'Étel, constituent un ensemble sensible dont les continuités écologiques ne s'arrêtent pas aux limites communales.

La commune a déjà été appelée à se prononcer : le préfet du Morbihan l'a consultée par courrier du 18 septembre 2025, au titre de l'article R. 181-18 du code de l'environnement, sur les incidences environnementales notables du projet sur son territoire.

Le dossier complet étant désormais soumis à l'enquête, laquelle est ouverte à toute personne en application des articles L. 123-1 et suivants du code de l'environnement, il appartient au conseil municipal, qui règle par ses délibérations les affaires de la commune en application de l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales, d'arrêter la position de la commune et de verser ses observations au registre avant la clôture. Monsieur le Maire invite en conséquence le conseil à adopter la position et les mesures qui suivent.

Vu la convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée le 16 novembre 1972, et les Orientations devant guider sa mise en œuvre, notamment leurs paragraphes 118 bis et 172 ;

Vu le code du patrimoine, notamment ses articles L. 611-1 et L. 612-1 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 et suivants, L. 122-1-1, L. 123-1 et suivants, L. 163-1, L. 181-1 et suivants, R. 123-11, R. 181-18, L. 341-7, L. 411-2 et L. 414-4 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-1 et suivants, L. 121-17, L. 121-23, L. 121-25, L. 132-7 et L. 153-54 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le courrier du préfet du Morbihan du 18 septembre 2025 consultant la R. 181-18 du code de l'environnement ;

Envoyé en préfecture le 05/10/2026
Reçu en préfecture le 06/10/2026
Publié le 15 OCT. 2026
ID : 056-215600131-20260928-DEL20260665-DE

Vu l'inscription du bien « Mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan » sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, le 12 juillet 2025 (décision 47 COM 8B.23), ensemble le dossier de proposition d'inscription et ses cartes, le plan de gestion du bien et les rapports d'évaluation de l'ICOMOS et de l'UICN ;

Vu l'arrêté interpréfectoral des 17 et 20 juillet 2026 portant ouverture de l'enquête publique unique et de l'enquête parcellaire relatives aux demandes présentées par RTE ;

Vu l'étude d'impact du projet, ses compléments des 13 juin 2025 et 3 juillet 2026 et son résumé non technique ;

Vu l'avis délibéré de l'Autorité environnementale du 18 décembre 2025, ensemble la réponse écrite de RTE du 3 avril 2026 ;

Vu les avis de l'Office français de la biodiversité des 6 novembre et 9 décembre 2025 et l'avis du Conseil national de la protection de la nature du 22 janvier 2026 ;

Sur l'inscription du bien au patrimoine mondial de l'UNESCO

CONSIDÉRANT que le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO a inscrit le bien « Mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan » sur la Liste du patrimoine mondial le 12 juillet 2025, lors de sa 47e session tenue à Paris, par la décision 47 COM 8B.23 ; qu'il s'agit d'un bien en série composé de quatre aires, l'aire n° 1 « Plateau de Carnac - Bassin du Gouyanzeur », l'aire n° 2 « Presqu'île de Quiberon - Bassin de Kerboulevin », l'aire n° 3 « Confluence des trois rivières » et l'aire n° 4 « Confluence des rivières du Bono et d'Auray », couvrant ensemble 19 598 hectares et enveloppées d'une zone tampon de 98 029 hectares ; que l'ensemble s'étend sur vingt-huit communes du Morbihan et réunit plus de cinq cent cinquante monuments et sites mégalithiques ;

CONSIDÉRANT qu'une telle inscription n'est ni un label ni une distinction honorifique, mais une reconnaissance internationale qui produit des effets en droit interne ; qu'en application de l'article L. 612-1 du code du patrimoine, l'État et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements assurent, au titre de leurs compétences, la protection, la conservation et la mise en valeur du bien reconnu comme bien du patrimoine mondial, dans le périmètre du bien comme dans sa zone tampon ; que le paragraphe 172 des Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial impose d'informer le Comité, par l'intermédiaire du Centre du patrimoine mondial, de tout projet de construction susceptible d'affecter la valeur universelle exceptionnelle du bien, et cela avant que ne soient prises des décisions difficilement réversibles ; que ces obligations s'attachent au bien depuis son inscription ;

Sur la situation de la commune de Belz

CONSIDÉRANT que la commune est incluse dans le périmètre de l'enquête publique chargée de l'affichage de l'avis ; qu'elle est riveraine de la ria d'Étel et immédiate d'atterrage et du tracé des liaisons souterraines ; que son cadre de vie et son économie reposent sur la qualité des paysages littoraux et sur la fréquentation touristique et nautique qui en découle ;

CONSIDÉRANT que les milieux de la ria d'Étel relèvent du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Golfe du Morbihan et de la ria d'Étel, et que le président du parc naturel régional du Golfe du Morbihan a rappelé, lors de la réunion d'examen conjoint du 18 décembre 2025, que les trames et continuités écologiques « font fi des limites communales ou intercommunales » et que les évitements et compensations demeuraient peu précis ;

CONSIDÉRANT que le territoire communal porte, en outre, un ensemble important de monuments relevant de la zone tampon du bien « Mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan », parmi lesquels les alignements de Kerdruellan et du Petit-Niheu, les menhirs de Pignoneu, le menhir de Villionec et les dolmens de Kerbrévost, de Kergueran, de Kerlutu, de Kergallan, du Moulin des Oies, de Kerhuen, de Kerclément, de Keryargon et de Kernours ; que la commune assure à ce titre, en application de l'article L. 612-1 du code du patrimoine, la protection, la conservation et la mise en valeur du bien dans sa zone tampon ;

Sur la solidarité avec les communes d'assiette du projet

CONSIDÉRANT que l'ensemble des ouvrages terrestres du raccordement est implanté sur des communes membres de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, et que les communes de Locoal-Mendon et de Pluvigner ont émis un avis défavorable sur la mise en compatibilité de leur plan local d'urbanisme lors de la réunion d'examen conjoint du 18 décembre 2025 ; qu'il appartient aux communes du territoire de porter une position convergente ;

Sur la covisibilité, officiellement reconnue

CONSIDÉRANT que l'ICOMOS, dans son évaluation de la candidature, identifie « la menace la plus récente pesant sur le bien » dans « l'implantation de nouveaux parcs éoliens » et constate que « le projet aura un impact sur les cônes de vue car les parcs éoliens seront visibles depuis le bien proposé pour inscription, en particulier depuis de nombreux sites mégalithiques stratégiques » ; que l'État indique lui-même, dans sa foire aux questions, que « situé à 19 km des côtes de Belle-Île, le premier parc sera visible depuis l'ouest de l'île » ; que si l'évaluation ajoute que « cet impact est considéré comme étant marginal », cette appréciation a été portée avant l'inscription, sur les seuls éléments fournis par l'État partie, sans qu'aucune évaluation d'impact sur le patrimoine ait été conduite sur le projet éolien, et sur la base de photomontages représentant trente-neuf machines de 319,5 mètres ;

Sur la sincérité de l'information du public

CONSIDÉRANT que les photomontages soumis à l'enquête représentent un parc de trente-neuf éoliennes de 319,5 mètres, quand le scénario maximal de la même étude d'impact porte sur quarante-huit éoliennes

de 380 mètres en bout de pale, RTE indiquant dans sa réponse à l'Autorité environnementale que ces photomontages « ont vocation à être revus par chaque maître d'ouvrage » ; que le Conseil municipal trouve ainsi minoré dans les pièces mêmes soumises à enquête ;

Sur l'insuffisance de l'évaluation environnementale et des compensations

CONSIDÉRANT que le projet est présenté en trois composantes à des stades d'avancement différents, le type de flotteurs n'étant pas défini et le second parc demeurant en appel d'offres, de sorte que les caractéristiques déterminantes des incidences ne sont pas arrêtées au stade de l'enquête ; que l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'actualiser l'étude d'impact lorsque les incidences n'ont pu être complètement identifiées ni appréciées ; que l'Office français de la biodiversité alerte, dans son avis du 6 novembre 2025, sur « ce qui constitue une lacune majeure du dossier : l'absence totale de mesure de compensation des atteintes aux milieux naturels et à la biodiversité » ; que le Conseil national de la protection de la nature considère que le choix retenu « ne répond pas suffisamment à la démonstration d'absence d'alternative » ;

Sur le périmètre et la durée de l'enquête

CONSIDÉRANT que le périmètre de l'enquête, fixé à vingt-sept communes du Morbihan et cinq du Finistère, est limité à une distance d'environ vingt milles nautiques pour les communes littorales alors que la visibilité des aérogénérateurs s'étend bien au-delà ; qu'il laisse en dehors plusieurs communes dont le territoire porte des composantes du bien inscrit lui-même, au premier rang desquelles Locmariaquer ; que sa durée, de quarante-trois jours en période estivale, apparaît insuffisante au regard du volume du dossier, complété encore le 3 juillet 2026, six semaines avant l'ouverture, alors que les enquêtes comparables de Saint-Brieuc et de Dunkerque ont duré respectivement cinquante-sept et cinquante-cinq jours ; que le Département du Morbihan a demandé que le périmètre soit porté à quarante milles nautiques, que la durée soit portée à trois mois et que la publicité soit nationale ;

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal (à la majorité 25 pour et 2 abstentions) :

- **SE PRONONCE** défavorablement sur le projet de raccordement électrique mutualisé des parcs éoliens flottants de la zone Bretagne Sud et exprime son opposition à sa réalisation en l'état du dossier soumis à l'enquête publique, en raison de l'atteinte portée à la valeur universelle exceptionnelle du bien « Mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan », aux paysages littoraux et aux milieux de la ria d'Étel, ainsi que des insuffisances substantielles de l'évaluation environnementale ;
- **DECIDE** de verser la présente délibération au registre de l'enquête publique unique, avant sa clôture le 28 septembre 2026 à 17 h 30, à titre d'observations au sens des articles L. 123-1 et suivants du code de l'environnement, portant sur l'ensemble des objets de l'enquête, y compris la dérogation aux règles de la loi Littoral et les constructions projetées [le cas échéant : et confirme et complète l'avis émis le [...] en réponse à la consultation engagée par le préfet du Morbihan le 18 septembre 2025 au titre de l'article R. 181-18 du code de l'environnement] ; et la transmet au préfet du Morbihan, à la présidente de la commission

d'enquête et à la direction départementale des territoires et prise en considération avant toute décision ;

- **EXPRIME** sa solidarité avec les communes sur le territoire desquelles sont implantés les ouvrages du raccordement et avec celles dont le plan local d'urbanisme est mis en compatibilité;
- **DEMANDE** que les incidences du projet sur les continuités écologiques et sur les milieux de la ria d'Étel soient évaluées à une échelle qui ne s'arrête pas aux limites communales, et que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation soient précisées avant toute autorisation ;
- **DEMANDE** que l'évaluation d'impact sur le patrimoine porte également sur les monuments de la zone tampon du bien situés sur le territoire communal et sur leurs relations visuelles avec la ria et avec l'horizon marin ;
- **DEMANDE** qu'une évaluation d'impact sur le patrimoine, conforme aux Orientations de la Convention du patrimoine mondial et à la méthodologie de l'ICOMOS, soit réalisée avant toute autorisation, et que le représentant de l'État informe le Comité du patrimoine mondial, par l'intermédiaire du Centre du patrimoine mondial, en application du paragraphe 172 des Orientations, préalablement à toute décision irréversible ;
- **DEMANDE** que l'étude d'impact soit actualisée conformément à l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement et que l'incidence paysagère soit établie par des photomontages sincères, réalisés à l'échelle et sur le scénario maximal de quarante-huit aérogénérateurs de 380 mètres, depuis les sites majeurs du bien inscrit et depuis le littoral de la commune ;
- **DEMANDE** que de véritables mesures de compensation des atteintes aux milieux naturels et à la biodiversité soient définies, conformément à l'objectif d'absence de perte nette posé par l'article L. 163-1 du code de l'environnement, que les réserves de l'Office français de la biodiversité et du Conseil national de la protection de la nature soient intégralement prises en compte, et que l'absence de solution alternative satisfaisante soit démontrée à la lumière de l'inscription du bien au patrimoine mondial ;
- **DEMANDE** l'élargissement du périmètre de l'enquête publique à quarante milles nautiques autour des projets et à l'ensemble des communes du bien inscrit et de sa zone tampon, l'allongement de sa durée à trois mois et une publicité nationale effective, en se joignant aux demandes formulées en ce sens par le Département du Morbihan ;
- **AUTORISE LA MAIRE**, en tant que de besoin et sans préjudice des délégations en vigueur, à prendre toute mesure de nature à préserver les droits et intérêts de la commune et à exercer tout recours, gracieux ou contentieux, contre les décisions à intervenir ;
- **CHARGE LA MAIRE** de transmettre la présente délibération au préfet du Morbihan, à la direction départementale des territoires et de la mer, à la présidente de la commission d'enquête, à la société RTE, à la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, au PETR du Pays d'Auray, au Département du Morbihan et à la direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, et dit qu'elle sera publiée et transmise dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026

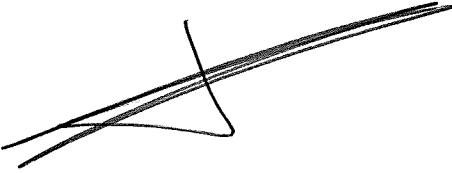
Reçu en préfecture le 06/10/2026

Publié le **15 OCT. 2026**

ID : 056-215600131-20260928-DEL20260665-DE

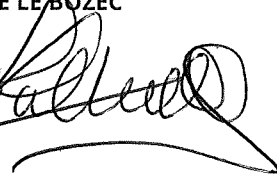
La Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

La secrétaire de séance



Maire

Sylvie LE GALLIOTTE LE BOZEC



Toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente délibération dans les deux mois qui suivent la date de sa notification et/ou de sa publication. À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de RENNES (Hôtel de Bizien – 3 contour de la Motte CS 44416 - 35044 RENNES Cedex) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la délibération ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite). Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/10/2026

Reçu en préfecture le 06/10/2026

Publié le **15 OCT. 2026**

ID : 056-215600131-20260928-DEL20260665-DE

CONSEIL MUNICIPAL

28 septembre 2026

Projet éolien Bretagne Sud (AO5)

Et

Enquête publique sur le raccordement en cours

OBJET :

Le projet dit "Bretagne Sud - AO5" constitue le premier parc éolien flottant commercial de grande ampleur prévu au large du Morbihan.

Il porte sur l'installation de près de **40 éoliennes** implanté au large de Belle-Île (19 kilomètres), Groix (29 km) et Quiberon d'une hauteur maximale de **380 mètres**,

Le raccordement est porté par RTE avec des liaisons sous-marines puis terrestres avec un atterrissage prévu à Erdeven jusqu'au poste électrique de Pluvigner en traversant les communes de Plouharnel, Ploemel, Locoal-Mendon, Brech et Pluvigner.

OUI AUX ENERGIES RENOUVELABLES MAIS LA TRANSITION ENERGETIQUE NE DOIT PAS SE CONSTRUIRE CONTRE LES TERRITOIRES ET LES CITOYENS

ENQUETE PUBLIQUE :

L'enquête publique a eu lieu du 17 août au 28 septembre
Elle porte sur les autorisations environnementales et les déclarations d'utilité
publique nécessaires au raccordement du parc.

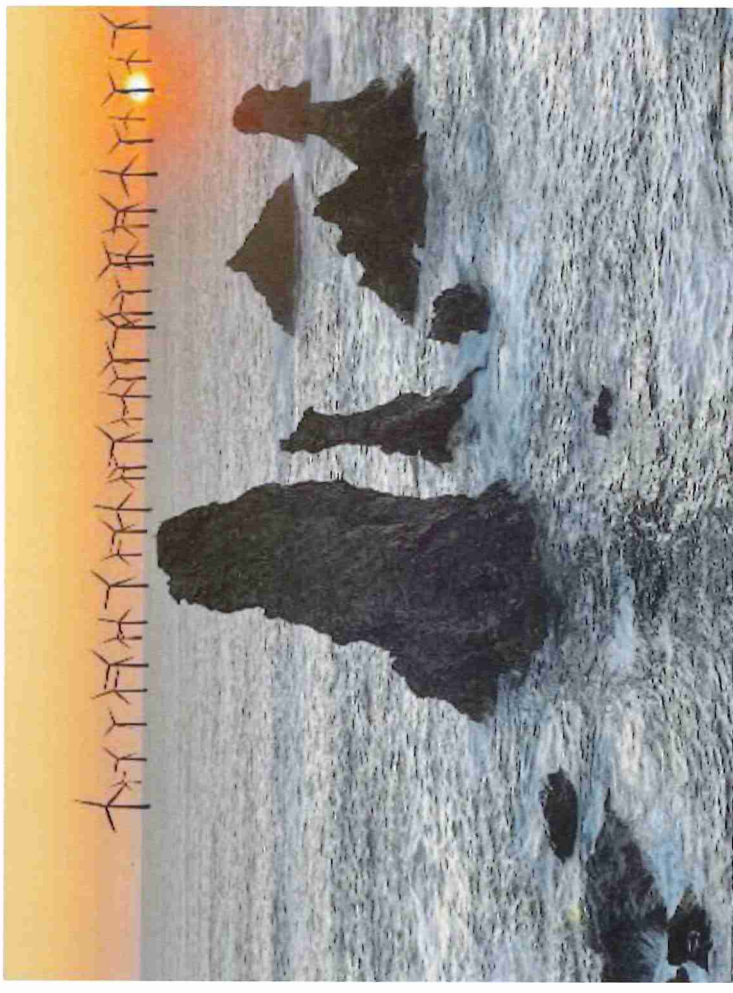
Enquête publique pour s'exprimer sur :

- les impacts paysagers
- les atteintes éventuelles au patrimoine
- les conséquences sur les milieux naturels terrestres et marins,
- les incidences sur les activités économiques, touristiques, de pêche et de navigation
- l'utilité globale du projet au regard des enjeux énergétiques et territoriaux.

ENJEUX PAYSAGERS, PATRIMONIAUX, ENVIRONNEMENTAUX

- * Forte covisibilité avec Belle-île, Groix, la presqu'île de Quiberon (visible à au moins 80 km, plus haut que la Tour Eiffel)
- * Patrimoine mondial de l'Unesco (paysage vierge de toute industrialisation)
- * Enjeux archéologiques à terre
- * Espaces d'intérêt écologique fort (grand site dunaire, zones humides, habitats marins remarquables...)

Paysage sauvage ou paysage industriel :
Rien ne sera plus comme avant



ENJEUX SUR LA PECHE (artisanale et professionnelle)

Alerte forte sur les conséquences potentielles :

- * réduction des zones de pêche (site de langoustes, langoustines...)
- * contraintes liées aux installations en mer (câbles, ancrages...)
- * difficultés de navigation
- * incertitudes sur les effets à long terme sur les ressources halieutiques et les écosystèmes marins

RISQUE FORT de zones perdues à la pêche

ENJEUX SUR LA FAUNE

- * impact pour les oiseaux avec risque de collision
- * incertitudes sur les bruits, les champs électromagnétiques et donc sur les habitants des fonds de mer

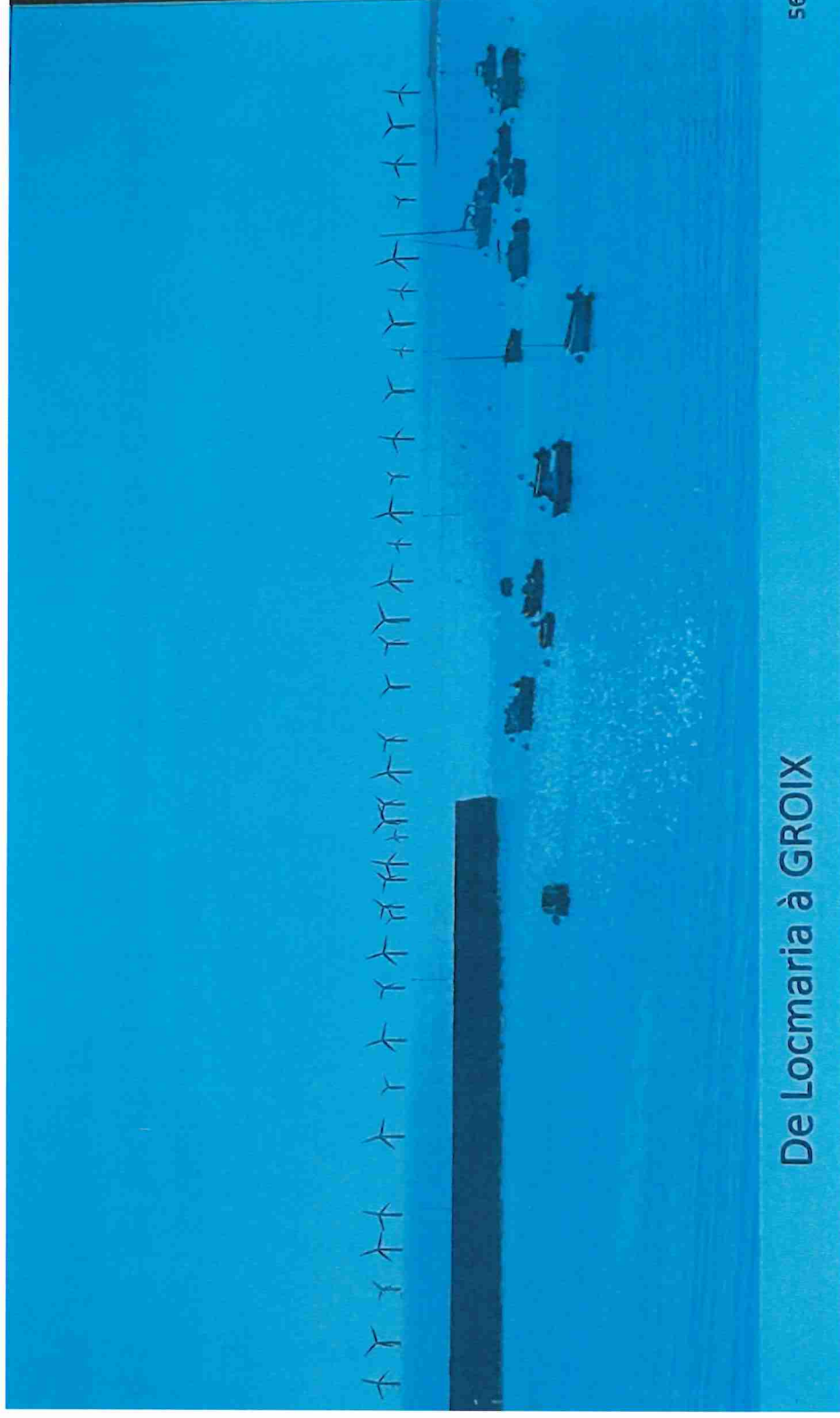
NECESSITE
du RESPECT des
PAYSAGES,
DU PATRIMOINE
et de
l'IDENTITE LOCALE

Envoyé en préfecture le 05/10/2026

Reçu en préfecture le 06/10/2026

Publié le **15 OCT. 2026**

ID : 056-215600131-20260928-DEL20260665-DE



De Locmaria à GROIX

Point d'information - Projet éolien Bretagne Sud (AO5) et enquête publique sur le raccordement en cours

De quoi parle-t-on ?

Le projet dit "**Bretagne Sud - AO5**" constitue le premier parc éolien flottant commercial de grande ampleur prévu au large du Morbihan. Il comprend une première tranche, attribuée en 2024 au consortium Pennavel, à laquelle s'ajoute une seconde tranche, portant à terme la puissance totale à 750 MW (près de 40 éoliennes). Le parc serait implanté **au large de Belle-Île** (19 kilomètres), Groix et Quiberon.

Sa réalisation nécessite un important dispositif de raccordement au réseau électrique national porté par **RTE**, comprenant des liaisons sous-marines puis terrestres avec un atterrissage prévu à Erdeven jusqu'au poste électrique de Pluvigner, nécessitant des modifications de PLU pour les communes d'Erdeven, Plouharnel, Ploemel, Locoal-Mendon, Brec'h et Pluvigner. Ce raccordement fait actuellement l'objet d'une **enquête publique du 17 au 28 septembre 2026**.

Quel est l'objet de l'enquête publique ?

L'enquête publique porte sur les **autorisations environnementales et les déclarations d'utilité publique** nécessaires au raccordement du parc.

Au-delà des seules modalités techniques du raccordement, elle constitue un moment démocratique important permettant aux habitants, collectivités, associations et acteurs économiques **de s'exprimer sur les impacts paysagers**, les atteintes éventuelles au patrimoine, les conséquences sur les milieux naturels terrestres et marins, les incidences sur les activités économiques, touristiques, de pêche et de navigation, l'utilité globale du projet au regard des enjeux énergétiques et territoriaux.

Pourquoi AQTA est-elle mobilisée ?

La position d'AQTA ne constitue **pas un refus de la transition énergétique ni une opposition de principe à l'éolien en mer**.

Au contraire, notre territoire est **engagé de longue date** dans la transition écologique et énergétique.

Cependant, AQTA considère que cette transition doit être conduite dans le respect de plusieurs principes :

- la préservation des paysages exceptionnels qui fondent l'identité et l'attractivité du territoire ;
- le respect du patrimoine naturel et culturel ;
- l'équité entre les territoires ;
- l'acceptabilité locale des projets ;
- une évaluation transparente de leur efficacité économique et environnementale.

Les principaux enjeux soulevés localement

- **Un enjeu paysager majeur**

Le projet s'implante face à l'un des paysages maritimes les plus emblématiques de Bretagne.

Les études disponibles soulignent des risques de fortes covisibilité avec Belle-Île, Groix, la presqu'île de Quiberon et de nombreux sites littoraux remarquables. Les éoliennes flottantes envisagées pourraient atteindre **jusqu'à 380 mètres en bout de pale**, soit une échelle inédite pour un projet de cette nature.

Pour de nombreux acteurs du territoire, l'enjeu dépasse la seule esthétique : il concerne la préservation d'un patrimoine paysager qui constitue un élément central de l'attractivité touristique et résidentielle du sud Bretagne.



Projections Gardiens du large

- **Un enjeu patrimonial exceptionnel**

Le tracé du raccordement traverse un territoire reconnu pour sa richesse archéologique et mégalithique, qui constitue un élément majeur de notre identité. Depuis **l'inscription des Mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan au patrimoine mondial de l'UNESCO en juillet 2025**, les exigences de préservation de ce patrimoine ont été renforcées.

Le projet prévoit notamment des forages souterrains dirigés réalisés par RTE, **traversant plusieurs communes situées dans l'Aire n°1 du périmètre du bien inscrit**, ce qui fait peser des risques importants sur le patrimoine mégalithique et les vestiges archéologiques, identifiés ou encore enfouis.

L'Autorité environnementale a d'ailleurs souligné le niveau élevé des enjeux archéologiques sur le site d'atterrissage de Kerhillio, retenu pour le projet, par rapport aux alternatives étudiées. Dans ce contexte, plusieurs interrogations demeurent quant à la **compatibilité à long terme du projet** avec cet environnement exceptionnel et quant à la nécessité d'en réexaminer les incidences à la lumière de cette nouvelle reconnaissance patrimoniale internationale.

- **Un enjeu environnemental sensible**

Le raccordement concerne **des espaces reconnus pour leur intérêt écologique** : massif dunaire Gâvres-Quiberon, zones Natura 2000, zones humides, habitats marins remarquables (maërl, herbiers de zostères, laminaires).

La question posée n'est pas celle du refus de toute infrastructure, mais celle de **la capacité à éviter ou limiter durablement les impacts** sur des milieux particulièrement fragiles.

Alors que le projet emporte terrassements, franchissements de cours d'eau et de zones humides, **seules deux mesures de compensation sont prévues**, l'une au titre de la compensation collective agricole, l'autre par création d'ensembles boisés. Aucune ne porte sur les zones humides, les cours d'eau, les peuplements et la faune.

- **La pêche artisanale : un enjeu de solidarité territoriale**

Parmi les acteurs les plus directement concernés figurent les pêcheurs professionnels, et en particulier **la pêche artisanale**, qui constitue un élément historique de l'économie maritime bretonne.

Les organisations de pêcheurs alertent depuis plusieurs années sur les **conséquences potentielles du projet** : réduction des zones de pêche, contraintes liées aux câbles, ancrages et infrastructures sous-marines, difficultés de navigation dans certaines zones, incertitudes sur les effets à long terme sur les ressources halieutiques et les écosystèmes marins.

Pourquoi il est encore possible de croire à un retrait du projet ?

Aujourd'hui, les enjeux paysagers, patrimoniaux, environnementaux, économiques et sociaux sont largement connus du grand public et font l'objet d'une vigilance accrue des collectivités (département du Morbihan, AQTA, CCBI, les communes du territoire...) des associations, des acteurs économiques et des habitants.

Plusieurs éléments laissent penser que **le débat n'est pas clos** :

- le projet doit encore franchir plusieurs étapes administratives et réglementaires qui peuvent faire l'objet de contestation juridique ;
- les procédures environnementales demeurent en cours et feront l'objet d'observations importantes ;
- l'inscription des Mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan au patrimoine mondial de l'UNESCO en juillet 2025 a profondément modifié le contexte patrimonial du territoire et renforce les exigences de préservation ;
- de nombreuses interrogations demeurent sur les impacts du projet, son coût global et son acceptabilité locale.

L'histoire récente démontre que de **grands projets d'aménagement peuvent évoluer**, être déplacés, redimensionnés ou abandonnés lorsque la mobilisation des territoires est forte, argumentée et durable.

Pourquoi les élus ont un rôle déterminant ?

L'enquête publique constitue un moment essentiel de la mobilisation et dans ce cadre, les élus locaux ont la responsabilité :

- d'informer les habitants sur les enjeux du projet ;
- d'encourager la participation citoyenne à l'enquête publique ;
- de faire remonter les préoccupations locales ;

- de défendre les intérêts du territoire auprès de l'État.

Il ne s'agit pas d'organiser une **opposition de principe à l'éolien en mer mais de faire entendre une exigence de cohérence.**

Les territoires qui contribuent à la transition énergétique doivent aussi être respectés dans leur identité, leurs paysages, leur patrimoine et leurs activités économiques.

Les messages principaux retenir

➔ **La transition énergétique est indispensable.** AQTA soutient les objectifs de décarbonation et de développement des énergies renouvelables.

➔ **Les territoires ne doivent pas supporter seuls les impacts de choix nationaux.**

Les bénéfices et les contraintes doivent être équitablement répartis entre les territoires.

➔ **La transition doit respecter les paysages, le patrimoine et l'identité locale.**

Protéger les paysages maritimes, les espaces naturels remarquables et les patrimoines exceptionnels n'est pas contradictoire avec la transition énergétique ; c'est au contraire une condition de sa réussite et de son acceptation.